



MAI
2004

Bulletin mensuel d'informations publié par l'Ambassade Royale du Cambodge
4, rue Adolphe Yvon, 75116, Paris. **Tel:** 01.45.03.47.20 **Fax:** 01.45.03.47.40
E-mail: ambcambodgeparis@mangoosta.fr

Année 6
Numéro 57

Coopération Cambodge – Japon

Le ministre des Affaires étrangères et l'ambassadeur du Japon à Phnom Penh ont signé un accord d'assistance portant sur un montant de 18,4 millions de dollars. En vertu de cet accord, 13,4 millions serviront à l'amélioration du réseau de distribution d'eau de la ville de Siem Reap, le reste étant consacré au financement d'études de jeunes Cambodgiens au Japon. "Nous savons tous que le Cambodge fait face à un immense besoin de développement", a souligné l'ambassadeur japonais, S.E. Fumiaki Takahashi, dont le

pays est le principal pourvoyeur d'aide bilatérale au Cambodge. "Le peuple cambodgien mérite de voir s'améliorer son bien-être et

son niveau de vie et, pour cela, d'avoir un gouvernement qui assume ses responsabilités en ce sens", a ajouté le diplomate. CS



Signature, le 18 mai 2004, d'un accord portant sur l'octroi d'une aide japonaise de 18,4 millions de dollars, entre le Ministre d'Etat, Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, S.E. Hor Namhong, et l'Ambassadeur du Japon, S.E. Fumiaki Takahashi, sous la présidence du Premier ministre, Samdech Hun Sen.

A l'issue d'un entretien commencé le 2 juin à la résidence du président du Funcinpec, le prince Norodom Ranariddh et Samdech Hun Sen sont parvenus à un accord sur les cinq points laissés en souffrance par les groupes de travail de leurs partis respectifs. Concession accordée au PPC par le parti royaliste : le principe du vote bloqué réclamé par Samdech Hun Sen - avalisant ensemble la nomination du président de la nouvelle

Politique Samdech Hun Sen et le prince Norodom Ranariddh font aboutir les négociations

Assemblée et la constitution du nouveau gouvernement - a été accepté par le prince Norodom Ranariddh. Les derniers points politiques définis et la question du vote de confiance au gouvernement éclaircie, ne reste plus pour les groupes de travail qu'à s'entendre sur le protocole d'accord réglant la bonne entente entre les deux partis au sein du nouvel exé-

cutif et à répartir les portefeuilles ministériels. Une fois la distribution des postes entendue, la nouvelle Assemblée et le nouveau gouvernement seraient donc approuvés lors d'un même vote afin d'éviter toute désillusion au vainqueur des dernières élections.

Un communiqué de presse conjoint a confirmé que "les Samdech Norodom

Ranariddh et Hun Sen (avaient) résolu tous les points de la plate-forme politique commune" et s'étaient mis d'accord sur "la procédure d'un vote bloqué pour avaliser la nouvelle Assemblée et le nouveau gouvernement" sous la présidence du doyen de l'Assemblée, le député PPC Chea Soth. Le communiqué félicite les deux groupes de travail qui se sont efforcés de "trouver un accord politique" et les encourage à
(suite page 2)

SOMMAIRE

- ➔ **Investissement:** -Confé dération des chambres de commerce ... p2
- ➔ **Développement:** -Crédit p2
- ➔ **Economie:** -Conditions de travail plutôt positives dans le domaine de la confection. p2
- ➔ **Energie:** - Les projets de barrages au Cambodge. p3
- ➔ **Culture:** - Succès du Ballet royal en tournée au Maroc. p3
- ➔ **Religion:** -Affluence en hausse aux cérémonies de visak bochea. p4
- ➔ **Santé:** -Campagne de prévention du sida. p4
- ➔ **En bref:** -Assistance médicale. p5
- ➔ **Annexe:** ... p5

Politique... (suite de la page 1)

"pousser les discussions sur le protocole d'accord gouvernemental".

Seul à s'exprimer à l'issue de cette réunion au sommet, S.E. Prak Sokhonn, porte-parole du PPC, s'est refusé à avancer une date pour la formation du prochain gouvernement : "Le travail n'est pas terminé, a-t-il déclaré. Il reste encore à s'entendre sur le protocole d'accord gouvernemental", réglant, entre autres, la répartition des postes au sein du nouvel exécutif auquel devrait théoriquement s'inviter le PSR. CS

Investissements**Confédération des chambres de commerce et d'industrie d'Asie-Pacifique (CACCI)**

Le 19 mai 2004, Phnom Penh a accueilli, pour la première fois, la réunion annuelle de la Confédération des chambres de commerce et d'industrie d'Asie-Pacifique (CACCI) placée sous le thème des "Alliances stratégiques pour de meilleures économies". La chambre de commerce cambodgienne a été admise dans la Confédération en 1997 comme son 23e membre. Le 19 mai, aux côtés de ces 23 délégations figuraient également les représentants de 87 sociétés, dont certaines profitaient de l'occasion pour évaluer si l'environnement dans le royaume est propice aux investissements. En fin de matinée, au cours d'une séance de questions-réponses, un entrepreneur indien s'est ainsi dit intéressé par la construction d'une centrale hydroélectrique. "Je suis prêt à investir 10 millions de dollars pour 10 mégawatts mais je cherche encore l'endroit", a affirmé M. Agarwai, président de B.E.A.M.P. (Harvard). S.E. Sok Chenda, secrétaire général du Conseil pour le développement du Cambodge (CDC), a accueilli à bras ouverts cette proposition, expliquant que les capacités de production électrique du royaume restaient modestes et impliquaient par conséquent des tarifs exorbitants. "Les coûts d'électri-

cité découragent plus d'un investisseur", a admis S.E. Sok Chenda, rappelant que le gouvernement était très ouvert aux propositions d'investissement dans ce domaine. Le ministère de l'Industrie, des Mines et de l'Energie élabore d'ailleurs actuellement un plan directeur où seront consignés les lieux où des centrales peuvent être implantées. CS

Développement**Crédit**

Un prêt de 6 millions de dollars a été accordé, le 21 mai, par l'International Finance Corporation (IFC, organisme de soutien au secteur privé de la Banque mondiale) à la banque Acleda, spécialisée dans le micro-crédit et les prêts aux petites entreprises. Actionnaire à 12,5% dans Acleda, l'IFC avait déjà, au cours de l'année, renforcé sa prise de participation dans la banque commerciale, à hauteur de 1,6 million de dollars.

L'IFC désire accélérer le développement d'Acleda, un soutien dû à la politique de l'établissement bancaire qui permet à ses clients d'emprunter de petites sommes, à partir de 30 dollars, assurant ainsi un soutien aux petits entrepreneurs et renforçant le tissu social et économique du pays. Acleda compte au Cambodge plus de 100 000 clients à bas revenus, dont 70% de femmes.

"Nous soutenons les établissements [comme Acleda] car nous croyons que leur impact sur la pauvreté peut être énorme", a souligné M. Javez Hamid, directeur d'IFC pour la région Asie-Pacifique. Le ministre de l'Economie et des Finances, S.E. Keat Chhon, a de son côté salué l'octroi de ce prêt, rappelant par ailleurs qu'"une des contraintes les plus fréquemment relevées quant à la faiblesse de la croissance du secteur privé au Cambodge tient au manque d'accès à un financement à moyen et long terme." Acleda était à l'origine une organisation non gouvernementale de micro-financement, devenue en 2000 un établissement financier autonome, la banque Acleda. CS

Économie**Conditions de travail plutôt positives dans la confection, selon l'OIT**

Pas de travail forcé, quelques rares cas de harcèlement sexuel, aucun signe de discrimination, pas de recours à la main d'œuvre enfantine sinon par inadvertance, peu de violations des droits syndicaux..., la huitième enquête menée par le Programme de l'Organisation internationale du travail pour l'amélioration des conditions de travail dans les usines de confection, pour laquelle 65 entreprises du secteur textile ont été visitées, est plutôt positive.

Alors qu'approche l'entrée effective du Cambodge dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et la fin du système des quotas d'exportation, des conditions de travail et des relations sociales convenables dans le secteur de la confection sont, plus que jamais, de la plus grande importance, estime le Conseil consultatif. Il appelle également les acheteurs, selon lui de plus en plus nombreux à s'intéresser à la production cambodgienne, à "soutenir les efforts déployés dans ce domaine" en contractant à long terme avec les entreprises locales.

Le secteur de la confection textile compte quelque 200 entreprises et emploie près de 200 000 salariés. Il est le premier exportateur du royaume, protégé jusqu'à maintenant par le système des quotas vers les Etats-Unis et vers l'Europe. CS

* * * *

Télécommunications

La compagnie Cambodia Samart a mis sur le marché les premiers téléphones portables avec clavier en khmer. Mille appareils, déclinés dans trois couleurs, sont en vente dans sa boutique au prix de 115 dollars l'unité sous le nom de Hello GSM, accessibles aux seuls détenteurs de 015 ou 016. Il sera effectivement possible d'envoyer des

(suite page 3)

Économie... (suite de la page 2)

SMS en khmer, uniquement entre clients de Samart. C'est pourquoi l'anglais a aussi été programmé sur ces appareils afin de les relier aux autres réseaux. "En fonction du succès remporté par ces premiers appareils, nous envisagerons la possibilité d'en produire davantage et, peut-être, d'aller à la conquête des clients en province", a expliqué M. Ten Sochanna, un représentant de Samart. CS

Énergie

Les projets de barrages au Cambodge

Le Cambodge possède deux barrages hydroélectriques, l'un dans le Ratanakiri, l'autre à Kirirom. Le barrage O Chum II, sur la rivière O Chum dans le Ratanakiri, est une "micro centrale" d'une capacité de 1 000 KW construite par la France en 1991 et destinée uniquement à la consommation de Banlung. Le barrage de Kirirom I, d'une capacité de 12 MW, a été reconstruit en 2001 par une compagnie chinoise et approvisionne exclusivement Phnom Penh en électricité.

Deux projets de plus grande ampleur sont actuellement dans les tuyaux, tant pour satisfaire la demande domestique que pour l'export à destination des pays voisins. Le plus imminent, le barrage de Kamchay au nord-ouest de Kampot, d'une capacité de 180 MW, possèdera un réservoir de près de 3 km de large. Le calendrier des travaux a d'ores et déjà été arrêté. A Sambor, district de Kratié, deux projets sont à l'étude sur le Mékong : le premier, d'une capacité de 3 300 MW, barrerait le Mékong au nord de Kratié et comporterait un immense réservoir. Son coût est estimé à 3,9 milliards de dollars. L'autre projet, plus modeste (467 MW), fonctionnerait sans réservoir et incluerait la construction d'un canal de navigation avec écluse. Des projets de taille plus modeste sont également à l'étude dans le Ratanakiri et dans le Mondolkiri avec des finance-

ments probablement japonais pour certains ou grâce au concours d'Electricité du Vietnam (EDV). CS

Culture

Les commissions culturelles

Les commissions culturelles thaïlandaise et cambodgienne, créées dans le but de renforcer le dialogue entre les deux pays pour éviter notamment qu'un nouveau 29 janvier 2003 ne se reproduise, se sont réunies pour la première fois le 18 mai à Phnom Penh. Les deux délégations devaient poursuivre leurs travaux jusqu'au 21 mai, à la fois à Phnom Penh et à Siem Reap. Dans leurs discours d'ouverture, les présidents des deux commissions se sont l'un comme l'autre empêchés d'aborder les sujets litigieux. "Cambodgiens et Thaïlandais vivent côte à côte depuis mille ans, ils se comprennent", a ainsi déclaré le Thaïlandais Tej Bunnag, tandis que son homologue cambodgien Sorn Samnang, reprenant l'image utilisée par le Premier ministre Hun Sen, insistait sur l'interdépendance des deux royaumes "comme la langue et les dents". Des ateliers de réflexion devaient également se pencher sur la coopération culturelle et sur l'éducation historique et culturelle. La commission cambodgienne a été créée en avril 2003, une initiative suivie six mois après par la Thaïlande. CS

* * * *

Succès du Ballet royal en tournée au Maroc

Le Ballet royal du Cambodge s'est produit du 18 au 26 mai au Maroc. Le Ballet, qui appartient désormais au patrimoine oral et immatériel de l'Unesco, a séduit un public réputé difficile. Depuis Rabat, Alain Daniel a raconté la stupeur avec laquelle a d'abord été accueilli le ballet, tant ses danses ont surpris par leur étrangeté. Finalement conquis par le charme des danseuses,

le public les a saluées par une ovation.

Mawazine-Rythmes du monde, tel est le nom d'un grand festival international de musique et de danse qui se tient chaque année au Maroc. Naguère consacré aux traditions musicales arabo-andalouses, méditerranéennes, sud-américaines et africaines, celui-ci s'est ouvert cette année sur l'Asie. Invité aux côtés de formations venues de Chine, de Corée, d'Inde et du Vietnam, c'est le Ballet royal du Cambodge, auréolé par sa récente inscription au patrimoine oral et immatériel de l'Unesco, qui a été choisi pour en faire l'ouverture. Il s'est magnifiquement acquitté de l'honneur qui lui était ainsi fait. Mille six cents invités, choisis parmi les plus hautes personnalités et de nombreux membres du corps diplomatique ont assisté au programme spécialement composé par la princesse Norodom Buppha Devi, ministre de la Culture et des Beaux-Arts : Apsara, un intermède musical, la danse de Voracchun, et le ballet Tepmonorom. C'est au côté de la princesse Lalla Selma, épouse du roi Mohamed VI, que celle-ci a ouvert le Festival dans la loge royale.

Après un premier moment de stupeur, dû à l'étrangeté d'un rythme si profondément éloigné de ceux que l'on entend ordinairement en Afrique, un silence d'une extraordinaire concentration a régné sur la salle. Le public a fait ensuite une ovation à des danseuses auxquelles un professionnalisme exigeant avait permis de surmonter 15 heures de voyage et un décalage horaire qui les faisait monter à 3h du matin sur la scène. Ces ambassadrices ont su donner le meilleur d'elles-mêmes et présenter lors des deux soirées la plus belle image d'un Cambodge dont nombre de spectateurs ignoraient auparavant le nom. Les commentaires étaient unanimes et enthousiastes : "C'est un émerveillement... Ces costumes sont magnifiques... Vous nous avez ouvert la porte d'un autre univers... On dirait des poupées qui dansent...". Sous la conduite du doyen Prœung Chhieng et du professeur Soth Somaly, elles n'ont pas seulement séduit sur scène, mais conquis, par leur simplicité et par leur charme, tous ceux qui les ont approchées. Parmi le personnel du théâtre,

(suite page 4)

Culture... (suite de la page 3)

certaines avaient la larme à l'œil en les voyant partir. M. Chérif Khaznadar, directeur artistique du Festival et grand connaisseur du spectacle vivant du Cambodge, exprimait une opinion générale en espérant que la troupe pourrait un jour disposer à Phnom Penh d'un instrument à la hauteur de sa qualité, à l'image de ce superbe théâtre Mohamed V de Rabat qu'elles avaient si bien rempli.

Ces deux représentations ont fait l'objet d'une large couverture médiatique. Le spectacle a été filmé dans son intégralité dans la perspective d'une diffusion sur la prestigieuse chaîne de télévision européenne Mezzo. "Un temps fort, et même très fort, du Festival", selon un commentateur de la radio marocaine. CS

* * * *

Vann Nath, peintre rescapé de Tuol Sleng, honoré par la France

Le peintre Vann Nath, un des seuls rescapés de Tuol Sleng où furent torturées et exécutées près de 17 000 personnes, a reçu le 26 mai, des mains de l'ambassadeur de France au Cambodge, S.E. Yvon Roé d'Albert, les insignes de Chevalier des Arts et des Lettres, en présence de la princesse Norodom Buppha Dévi, ministre de la Culture, de plusieurs ambassadeurs et de Rithy Panh, réalisateur de S 21, la machine de mort khmère rouge. Celui que les bourreaux de Tuol Sleng épargnèrent parce qu'il savait peindre des portraits de Pol Pot à leur convenance, n'a eu de cesse, depuis la chute des Khmers rouges, d'utiliser son art pour témoigner des atrocités commises par ces hommes en noir dans cette "machine de mort".

C'est parce que cet artiste "trace entre les générations le fil nécessaire de la mémoire" et qu'il, "avec courage et humanité", a témoigné dans le film "majeur" de Rithy Panh que la France a voulu l'honorer, a souligné S.E. Roé d'Albert. "Depuis 25 ans, a confié Vann Nath, tout ce que j'ai réalisé, en tant que peintre ou en participant au film, je l'ai fait pour préserver le souvenir de ce qui s'est passé. Pour que les

générations futures connaissent les horreurs de cette époque. Pour que les victimes ne soient pas mortes pour rien, que les gens soient au courant de ce qui s'est passé et éprouvent de la compassion [pour ces victimes]. CS

Religion

Affluence en hausse aux cérémonies de visak bochea

Le visak bochea, fête religieuse célébrant sur deux jours la naissance, l'illumination et la mort de Bouddha s'est déroulé les 3 et 4 mai, et pour la deuxième fois consécutive, sur le site d'Oudong. Le transfert des reliques de Bouddha de Phnom Penh à l'ancienne capitale khmère en décembre 2002 avait consacré ce retour à la tradition supervisé par le Comité national des fêtes. C'est en 1854 sous le règne du roi An Duong qu'un tel choix s'était pour la première fois imposé. D'autres pays comme l'Inde, le Sri Lanka, la Birmanie et la Thaïlande vivent eux aussi au rythme du visak bochea, reconnu par les Nations unies depuis l'an 2000.

Des milliers de fidèles, parmi lesquels de hauts fonctionnaires et des diplomates, ont emboîté le pas de ceux qui présidaient à l'événement, le ministre du Palais royal et un représentant par intérim du chef de l'Etat. Les offrandes apportées en profusion étaient destinées à quelque 300 bonzes, qui se sont révélés au final être près de 500. Les autorités provinciales de Kandal, Kompong Speu, et Kompong Chhnang ont pris le relais du Comité des fêtes pour assurer la continuité de la cérémonie. CS

Santé

Campagne de prévention du sida

Une campagne de prévention du sida, comprenant des séries télévisées et radiophoniques, a été lancée le 5 mai 2005 à Phnom Penh. L'opération, qui

s'étendra sur 25 mois, est financée par un Fonds de la BBC, la télévision et radio publique britannique. "Nous espérons obtenir un énorme impact sur les attitudes et les comportements à l'égard du VIH-sida", a déclaré Giselle Portenier, en charge de ce projet qui abordera également les questions de santé maternelle et infantile. Les programmes seront diffusés dans 21 des 24 provinces et municipalités du royaume. Plus de 90% de la population y auront ainsi accès. CS

* * * *

Journée mondiale sans tabac

Cinq cents gendarmes ont couru, le 28 mai 2004, dans le quartier de Toul Kork pour dire non au tabac et sensibiliser l'opinion sur les incidences de cette consommation sur le niveau de vie. "Tabac et pauvreté : un cercle vicieux" était le thème de la Journée mondiale sans tabac, fixée chaque 31 mai. "Pour les pauvres, tout argent dépensé en cigarettes est d'autant d'argent qui n'est pas consacré aux besoins fondamentaux comme la nourriture, le logement, l'éducation et les soins de santé", a déclaré Greg Hallen de l'Organisation mondiale de la santé au cours d'une cérémonie organisée à l'issue de la course dans la caserne de la gendarmerie royale. L'expert a en outre rappelé que le tabagisme au Cambodge ne cessait de croître, contrairement à la tendance mondiale, attribuant cette tendance à la profusion dans le pays de publicité vantant les marques de cigarettes. Des voix s'élèvent régulièrement pour exhorter le gouvernement à interdire ces publicités et à augmenter les taxes sur ces produits.

Aujourd'hui, l'OMS estime à 1,3 milliard le nombre de fumeurs à travers le monde, dont 84% dans les pays en développement et dans les pays dont l'économie est en transition. Ce nombre pourrait passer à 1,7 milliard en 2025 si les comportements ne changent pas d'ici là.

La région Asie-Pacifique détient, selon l'OMS, les records du plus grand nombre de fumeurs, de la plus forte proportion d'hommes qui fument et de

(suite page 5)

Santé... (suite de la page 4)

l'augmentation la plus rapide de femmes et d'enfants qui commencent à fumer. En 2030, les décès liés au tabagisme seront multipliés par quatre en Asie, alors qu'ils n'augmenteront que de 50% dans les pays développés.

L'OMS met également l'accent sur les risques courus par les cultivateurs de tabac, exposés aux pesticides. Des études préliminaires montrent que chez ces ouvriers agricoles l'exposition à l'organophosphate entraîne des troubles neuro-psychiatriques associés à un nombre accru de dépressions et de suicides. CS

En bref**Khmers rouges**

L'Australie va doubler l'assistance financière qu'elle avait prévu d'apporter au tribunal "à caractère international" que Phnom Penh et l'Onu doivent mettre sur pied pour juger les ex-dirigeants khmers rouges. Ce geste portera la contribution de Canberra à 2,1 millions de dollars, a indiqué, le 21 mai, M. Sean Visoth, secrétaire exécutif du groupe de travail gouvernemental char-

gé de coordonner la mise sur pied de ce tribunal. L'annonce en a été faite à l'issue d'une rencontre entre le ministre du Conseil des ministres Sok An et S.E. Lisa Filippetto, ambassadeur d'Australie dans le royaume. La veille, la Suisse avait également fait savoir qu'elle financerait ce tribunal. D'autre pays, tels que la France, la Grande-Bretagne et le Japon doivent également apporter leur aide technique et financière. Des experts des Nations unies ont estimé en mars dernier que ce procès pourrait coûter dans les 50 millions de dollars. CS

* * * *

Assistance

Une équipe médicale militaire américaine, comprenant une vingtaine de chirurgiens, médecins, infirmiers et logisticiens, a effectué du 17 au 29 mai une mission à l'hôpital de référence de la ville de Kep. L'équipe a dispensé gratuitement ses services pour différents types de maladies ou blessures (traumatismes récents ou blessures datant de la guerre, suivi d'amputation, fractures, polio, pieds bots et autres malformations osseuses, problèmes de thyroïde, brûlures provoquées par le feu ou l'acide, hernies et autres problè-

mes de chirurgie générale). Un dentiste figurait parmi les médecins dépêchés à Kep mais, d'après un communiqué de l'ambassade américaine, aucun soin gynécologique ou obstétrique, respiratoire, cardiologique et neurologique n'a pu être prodigué. CS

* * * *

Humanitaire

De retour du Cambodge où, à la mi-avril, il a effectué une mission en tant qu'ambassadeur de bonne volonté pour l'Unicef et l'Onusida, l'acteur Jackie Chan a promis, le 10 mai à Hong Kong, au cours d'une conférence de presse, qu'il œuvrerait en faveur des victimes des mines antipersonnel et du sida. Il s'est dit en particulier bouleversé par les enfants fauchés par les mines. "Ce voyage m'a ouvert les yeux sur les dégâts que la guerre peut causer sur les enfants. J'ai vu des enfants avec une seule jambe obligés de transporter de l'eau chez eux. J'ai dit aux plus jeunes à Hong Kong de ne pas se battre pour des choses matérielles. Si nous achetons un téléphone mobile de moins, nous pouvons aider les enfants dans le besoin", a insisté l'acteur. CS

Annexe**Économie, finances :
situation et perspective 2003-2008****Budget 2003**

- La croissance a atteint 4,8 % malgré le SRAS, malgré les émeutes anti-thaïes de fin janvier, malgré les élections, malgré le blocage politique qui a suivi.

C'est l'occasion de rappeler que de 1994 à 1998 la croissance a atteint en moyenne 6,3% par an; et 6,8% de 1999 à 2003.

- Les recettes de l'Etat en 2003 n'ont atteint que 88% de l'objectif, sous l'effet du SRAS, des événements de fin janvier, d'inefficacités dans la collecte des recettes, d'incertitudes liées aux élections. Les recettes intérieures ont diminué de 11,2% du PIB en 2002 à 10,8% en 2003; les taxes de 7,9 % à 7,3 %; les recettes non-fiscales de 3,2 % à 3%.

- Les dépenses courantes ont connu un dépassement d'environ 5 % par rapport aux prévisions. Compensations aux entreprises thaïlandaises à la suite des attaques de janvier, coût élevé des carburants, recons-

truction de routes, ponts, écoles et hôpitaux, dépenses excédentaires pour la sécurité au ministère de l'Intérieur, coût de la non-démobilisation au ministère des Finances (comme elle est interrompue, il faut payer les salaires des militaires qui ne sont pas démobilisés, ce que le budget de la Défense, en diminution, ne peut pas assumer).

Avec le manque de recettes et l'excès des dépenses, le déficit budgétaire global en année pleine a atteint 7,4% du PIB.

Il en est résulté des conséquences sur l'exécution du budget. Les dépenses de l'Education et de la Santé n'ont pas atteint leurs objectifs: respectivement 93 % et 90 %. Pour la Santé, les décaissements pour les dépenses autres que les médicaments n'ont été que de 61 %, ce qui a affecté l'activité au jour le jour notamment au début de l'année. La Santé continue à être sérieusement sous-financée.

"(...) la pression des demandes de dépenses est telle que le ministère de l'Economie et des Finances a des difficultés à gérer cette situation".

Cela d'autant plus que le gouvernement a d'autres obligations, au niveau international en tant que président de l'ASEAN, au niveau national avec la demande de la population rurale pour les infrastructures : routes, électrification, eau potable.

"Dans ce cadre, le gouvernement doit faire face à un problème important de liquidités, de cash-flow. Cela est dû partiellement au fait que l'Etat avait pris certains engagements et que l'heure venue l'argent avait été déjà dépensé pour faire face à la série de calamités climatiques qu'a connu le pays".

Au nombre des mesures retenues pour corriger cette situation: - renforcer le rôle du Cash Management Committee. - créer une task force qui devra assurer la pleine rentrée des taxes non-fiscales dans les caisses du gouvernement; - améliorer les recettes douanières, combattre la contrebande, recouvrer les arriérés; - limiter strictement les dépenses du gouvernement aux sommes budgétées; - améliorer la transparence des contrats.

Pour diminuer le déficit jusqu'à 2 % du PNB, il faut à la fois diminuer les dépenses et augmenter les recettes. Les recettes devront représenter au moins 11,9% du PNB en 2004. Ceci implique une politique d'impôts supplémentaires équivalant à environ 0,8 % du PNB.

Croissance en 2004 : + 5,8%

Les prévisions sont optimistes, 2004 sera l'année de la reprise écrit le Dr Hang Chuon Naron, Secrétaire général-adjoint du ministère de l'Economie et des Finances. On prévoit une croissance du PIB de 5,8%. Reprise du Tourisme (+ 17 % prévus) générant une croissance de 5% des services, croissance des exportations de la Confection aux alentours de 13%; croissance des industries d'environ 11 %; production agricole en augmentation de 2,9%.

- l'inflation sera inférieure à 4 %
- le taux de change du riel par rapport au dollar américain doit être maintenu aux environs de 4000 riels pour un dollar.
- les recettes non-fiscales devraient augmenter de 10,6%, compensées par les ventes de quotas et de (*fees*) taxes sur les exportations de vêtements.
- les impôts et taxes devraient augmenter de 4,7%. Au total les recettes courantes atteindront 2,16 milliards de riels, en augmentation de 4,5%.

Pour les Programmes d'Action Prioritaires qui concernent les quatre secteurs que sont l'Education, la

Santé, l'Agriculture et le Développement rural, les budgets continueront à augmenter fortement :

- Education 102, 870 milliards de riels (+ 28, 97 %)
- Santé 59, 29 (+ 7,9%)
- Agriculture 10,00 (+ 53, 85 %)
- Développement rural 8, 00 (+ 33, 33 %)

les conséquences du blocage politique

Il n'y a aucun effet sur les projets en cours, qui se poursuivent, souligne le ministère de l'Economie et des Finances. Mais il y en a sur les nouveaux prêts. Les conséquences se feront sentir en 2005.

L'effet du blocage politique sur la croissance en 2004 peut être estimé entre 0,5 et 1%. C'est-à-dire que la croissance qui devrait avoisiner 6% cette année risque de n'être que de 5 à 5,5%.

Pour l'instant, selon le Dr Hang Chuon Naron, il n'y a rien d'irréversible. Si la situation se débloquait vite, on pourrait redresser d'ici la fin de l'année. Mais si le blocage persistait, la croissance se trouverait ralentie.

économie et finances 2003 - 2008

L'objectif à long terme du gouvernement pour diminuer la pauvreté est une croissance de 6 à 7% par an. Il a été atteint entre 1999 et 2003. Cependant, sous l'effet de divers événements en 2003, d'une meilleure prise en compte du secteur informel, du retard pris par les réformes structurelles (diminution des coûts de production, "pratique des affaires" -i.e. fraude, corruption-, amélioration de la qualité, de la productivité, du marketing, des conditions de travail...) les prévisions à moyen terme ont dû être révisées à la baisse.

Ce n'est qu'en 2007-2008 que le Cambodge sera compétitif avec la Chine, estime le rapport.

En 2004, la croissance devrait atteindre 5,8%, le blocage politique pouvant, s'il persiste, l'affecter sur l'année de 0,5 à 1%.

En 2005 et en 2006 la croissance marquera un ralentissement: de 3,4 à 4,6% ou même de 2 à 4%, sous l'effet de la disparition des quotas.

"L'activité économique en 2005 devrait ralentir avec un taux de croissance estimé à 2,5%, écrit le Dr. Hang Chuan Naron, ce repli étant essentiellement imputable à la forte contraction du secteur Confection qui fléchira de 12%.

"La situation est relativement plus satisfaisante au niveau des autres secteurs. Le secteur primaire (Agriculture) progressera de 3,6% et le secteur tertiaire (Tourisme, Services) de 5,2%, permettant ainsi de contenir la forte baisse du secondaire".

Le ralentissement affectera les Services et la Construction.

A plus long terme il sera compensé par les progrès de l'Agriculture, les coupes forestières reprendront, mais à un rythme ne dépassant pas 4% par an.

2007 - 2008: la croissance reprendra au rythme d'au moins 6 %, sous l'effet des réformes en cours. On attend une reprise progressive des exportations de la Confection, des investissements accrus dans les autres activités manufacturières et les Services, de meilleures performances de l'Agriculture (mesures en faveur du marché, augmentation des investissements, amélioration des infrastructures), dont la croissance atteindra 4% par an contribuant de façon substantielle à la réduction de la pauvreté.

Le PNB par habitant augmentera ainsi de 12% de 2002 à 2008.

Les freins au développement du secteur privé

Un récent rapport de la Banque Mondiale (Private Sector Development Strategy for Cambodia: investment climate assessment, 2003) décrit de façon réaliste les freins au développement:

La corruption est citée par les entreprises cambodgiennes comme le principal frein dans leurs opérations et pour le développement du Cambodge. La Justice et les Douanes ont la plus mauvaise cote. C'est pourquoi beaucoup d'entreprises choisissent de rester dans le secteur informel, où l'on paie moins d'impôts et de bakchichs. Dans le système officiel on doit faire face à des myriades de coûts et de barrières pour s'établir et pour opérer.

Les pratiques commerciales au Cambodge se distinguent par des coûts officiels et non officiels élevés, des délais, des procédures de dédouanement incertaines. Les frontières entre les responsabilités des diverses agences concernées sont ambiguës ce qui cause des chevauchements. Le dédouanement dans le port de Sihanoukville comporte, pour les simples formalités douanières, 12 étapes, qui consistent surtout à visiter les principaux personnages officiels. A cause du coût élevé de la procédure officielle, la voie illégale est souvent utilisée, les biens sont fréquemment sous-évalués dans les déclarations, et le manque de recettes pour le gouvernement est important.

[Le rapport dresse la liste de 7 mesures à prendre pour éliminer les obstacles à la croissance et augmenter l'efficacité des institutions, de façon à ce que le Cambodge soit compétitif]. Il s'agit de réduire les coûts, y compris les coûts non officiels, ceux des transports, des services, du chargement et déchargement des containers. Le gouvernement entend diminuer les coûts et les délais dans toutes les administrations concernées, rationaliser les opérations, les rendre transparentes et prévisibles, et en même temps augmenter les recettes de l'Etat.

Le rapport fait également observer que le Cambodge pratique un salaire minimum élevé et que le nombre des jours de congés officiels est plus élevé que dans la plupart des pays en développement.

Les secteurs prioritaires

Extraits d'un rapport du gouvernement publié fin avril et non encore rendu public. On remarquera l'objectivité, le réalisme des constats, notamment pour ce qui concerne l'Education et la Santé. Il s'agit d'un état des lieux, d'un diagnostic, avec les mesures correctrices prévues ou à prendre.

Agriculture

Elle représente plus de 35% du PNB La riziculture y occupe une part déterminante; elle reste très dépendante des conditions climatiques.

Le rendement demeure faible, environ 2 tonnes/ha, alors qu'il atteint 5 à 8 tonnes dans les pays voisins. L'irrigation ne concerne que 430 000 ha, 23% de la surface cultivée en riz; 1% seulement de la surface est pleinement irriguée, alors que les rizières représentent 78% de la surface cultivée totale.

Les cultures industrielles ne couvrent que 4% de la surface cultivée, les fruits et autres cultures permanentes seulement 6%.

La forêt a connu une période de coupes importantes (1993-1998), avec un ralentissement en 1995-1996, reprise en 1997, et chute sensible depuis lors.

Pour la pêche, il y a eu reprise de l'activité depuis 2000. Des réformes "très poussées" ont amené la distribution aux pêcheurs pauvres de lots de pêche fin 2002, 495 000 ha avaient été attribuées aux commu-

nautés locales.

Il y a eu reprise de la production agricole depuis 2000. En 2002 le taux moyen de la progression de l'agriculture a atteint 3,9%.

En 2003, la production de paddy a été de 23% supérieure à celle de 2002, la récolte a excédé les besoins intérieurs de plus de 686 000 tonnes. Ces bons résultats sont dûs en partie à l'introduction de semences et de méthodes nouvelles.

De bonnes croissances ont été observées aussi pour d'autres productions (maïs, cassave ...), et pour l'élevage.

Pour atteindre l'objectif de réduire de moitié d'ici 2015 le nombre des sous-alimentés, la production de riz doit augmenter d'un million de tonnes, et le rendement doit passer de 2 à 3 tonnes/ha.

Il reste des progrès à faire en matière de micro-crédit.

Développement rural

C'est le point de convergence des actions de lutte contre la pauvreté : santé, éducation, infrastructures (routes, eau potable, irrigation, électricité), décentralisation. Quantité de bailleurs de fonds multi et bilatéraux, et d'ONG, contribuent à réaliser 27 programmes et projets pour la période 2002 - 2007. 55 millions de dollars ont été dépensés en 2003.

- pendant les 5 années 1999-2003 ont été réalisés: 8 855 km de routes en terre; 5 037 km de routes en latérite; 1 429 ponts; 5 002 caniveaux; 679 km de digues; 452 km de canaux; 40500 puits; 1 848 réservoirs; 6412 bassins; 1 414 écoles.

- parmi les mesures 2003-2008: - aider financièrement les réalisations d'infrastructures au niveau local; - encourager les petites entreprises privées au niveau des villages; - favoriser les productions ayant une forte valeur ajoutée; - financer les groupes de paysans selon les principes de la micro-finance; - renforcer la recherche (CARDI) sur les semences, les intrants, les techniques, et assurer la diffusion auprès des paysans; - créer un centre d'informations agricoles; certifier les produits, respecter les règles sanitaires et phytosanitaires ...

Le système des concessions est inefficace: sur les 25 concessions destinées à la production agricole existant en décembre 2003, totalisant 724 000 ha, seulement 14 000 ha -moins de 2%- ont été plantés; On s'oriente vers la taxation des terres inutilisées. Et les décrets d'application de la loi foncière de 2001 doivent être adoptés.

Education

C'est un domaine crucial pour le développement social et économique. Objectifs majeurs :

- diminuer le coût de l'éducation de base pour les familles; - éduquer en particulier les filles; - 9 années d'éducation pour tous.

La part de l'Education dans le budget passe de 13,6% en 2003 à 18,3% en 2004, on prévoit 20% en 2005. 60% du budget de l'Education est pour l'éducation de base.

La très grande différence dans l'accès à l'éducation entre enfants des communes les plus pauvres et ceux des communes riches est en voie de diminution. Mêmes très grandes différences dans l'accès au secondaire 6,7% pour les plus pauvres (souvent faute d'écoles pour le secondaire), 36,5% pour les plus riches.

Le Plan Stratégique pour l'Education (ESP) va être révisé pour 2004 - 2008 de façon que les actions soient orientées vers une meilleure lutte contre la pauvreté plutôt que pour le maintien du système. Il faut favoriser particulièrement l'accès à l'éducation "post-basique".

La faiblesse du salaire des enseignants est d'autre part reconnue comme une cause majeure de la faible qualité de l'enseignement. Les enseignants sont obligés de demander un paiement informel aux familles,

qui souvent ne peuvent pas. Deux scénarios sont à l'étude : augmenter d'abord les dépenses "hors-personnel" ? Ou les salaires ? Le salaire moyen des enseignants passerait de 42,6 dollars/mois en 2003 à 61,9 en 2008 selon le premier scénario, et à 90 dollars/mois selon le second. Cela suppose une augmentation annuelle de 100 milliards de riels du budget de l'Education de 2005 à 2007.

On s'oriente plutôt vers l'option 2, qui devrait mettre fin aux contributions des familles, et permettrait d'être plus exigeant sur les performances. Les hausses de salaires pourraient être sélectives, par exemple en faveur des enseignants du primaire.

Santé

Il reste beaucoup à faire pour que le niveau des soins atteigne un niveau acceptable. L'accès aux soins reste faible et très inégalitaire. La mortalité des enfants au-dessous de 5 ans et celle des nouveaux-nés ont probablement quelque peu empiré au cours de la dernière décennie. La mortalité infantile est trois fois plus importante qu'au Vietnam.

Il sera difficile d'atteindre l'objectif: une mortalité des moins de 5 ans passant de 125 actuellement à 55 sur 1000 d'ici 2015.

La mortalité maternelle a diminué de 473 pour 100 000 naissances vivantes à 437 entre 1995 et 2000. Atteindre 140 pour 100 000 d'ici 2015 semble difficile.

Il y a eu cependant des progrès : la polio a été éradiquée. Le nombre de décès par malaria a diminué. Le taux de prévalence du sida a diminué de 3,3% à 2,6 % de 1997 à 2002.

La couverture sanitaire du pays a progressé, mais reste inférieure à 10 % de la demande.

Les principaux défauts du système existant sont: - l'irrégularité des décaissements budgétaires qui nuit au fonctionnement des établissements; - l'accès aux soins empêché pour les plus pauvres par la contribution qu'on leur demande (le système profite plus aux riches qu'aux pauvres, qui s'endettent ou vendent leurs biens pour être soignés); - le départ de beaucoup de soignants vers le secteur privé; - le personnel du secteur public, mal payé, est démotivé et travaille de façon inégale.

Côté gestion des fonds publics il n'y a pas de fonds pour l'entretien et le remplacement du matériel; la part salariale est l'une des plus faibles du monde; à cause d'un mauvais système d'allocation des fonds, il y a selon les régions des différences de 1 à 7 dans les dépenses de santé par habitant.

Le plan 2003 - 2007 prévoit que les dépenses du gouvernement pour la santé vont plus que doubler de 2003 à 2007, passant de 50,5 millions de dollars à 107. Avec l'aide extérieure et la contribution des patients, la dépense totale passerait de 82,1 millions de dollars en 2003 à 119,8 en 2007 (dont 89,3 % provenant des finances publiques). Compte tenu de l'accroissement démographique (14,5 millions d'habitants en 2003 et 16 millions en 2007), les dépenses de santé par habitant passeraient de 5,63 dollars en 2003 à 7,45 dollars en 2007, selon une "hypothèse haute" toutefois.

Pour améliorer le système il a été décidé en 2003 :

- de créer avec la participation de la communauté un contrôle des prix selon une grille officielle, l'identification des pauvres ayant droit à être exemptés de contribution, le contrôle de la qualité;
- de créer des "fonds communs" (caisses) pour assurer l'accès gratuit aux soins pour les plus pauvres (10 projets-pilote de ces caisses en 2003) ;
- de faire appel aux ONG pour assurer les soins dans les régions les plus pauvres et les plus reculées (12 districts seraient concernés et le système doit être étendu);
- des primes d'encouragement aux personnels travaillant dans les régions éloignées.

Il est essentiel de créer un système de rémunération qui récompense la qualité du travail et ceux qui travaillent dans des régions éloignées.

Il est essentiel de créer un système de rémunération qui récompense la qualité du travail et ceux qui travaillent dans des régions éloignées.